

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 03 juin 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

1 450

C'est le taux auquel se stabiliserait le naira contre le dollar en décembre 2024 selon l'agence Fitch Ratings.

Nigéria :

La nouvelle taxe sur la valeur ajoutée sera mise en place progressivement ; Le ministre des Finances a soumis au Président Tinubu un rapport sur le salaire minimum dans un contexte de grève généralisée ; Le Nigeria rembourse 831 M USD aux compagnies aériennes étrangères ; L'État de Lagos signe un partenariat pour une valorisation énergétique des déchets.

Ghana :

Signature d'un financement de 94 M USD pour un quai de réparation navale au port de Takoradi ; Les

exportations de cacao du Ghana chutent au premier trimestre 2024 ; Le Vice-Président et candidat présidentiel du New Patriotic Party (NPP), Dr Mahamudu Bawumia, s'est engagé à harmoniser les droits d'importation du Ghana avec ceux du Togo une fois élu président.

Nigeria

La nouvelle taxe sur la valeur ajoutée sera mise en place progressivement

A l'occasion d'un atelier de consultation publique qui s'est tenu à Abuja le lundi 4 juin, Taiwo Oyedele, le président du Comité présidentiel sur la politique budgétaire et les réformes fiscales (PFPTRC), [a pu éclaircir plusieurs aspects des réformes fiscales proposées par son comité](#). Concernant la TVA, qui représente un chantier majeur des réformes, le président du comité a indiqué que la proposition d'augmentation du taux de 7,5 % à 10 % sera mise en place de manière incrémentale selon un calendrier en plusieurs phases. Parmi les changements liés à cette taxe, il a également annoncé une revue de la formule de partage de revenu entre les différents échelons du gouvernement. La part des gouvernements fédérés dans la collecte de la TVA augmentera de 5 points, passant de 50 % à 55 %. Cette hausse sera répercutée sur le gouvernement fédéral qui verra sa part diminuer proportionnellement de 15 % à 10 %, tandis que celle des gouvernements locaux restera à 35 %. Concernant l'alimentation, l'éducation, les services médicaux et le logement, le comité a recommandé la suppression de la TVA sur ces biens et services afin de diminuer leur coût et, en conséquence, réduire leur impact sur l'inflation nominale qui persiste actuellement à des niveaux élevés.

D'autres précisions ont été également apportées à propos des autres réformes fiscales en cours. Relatif à la taxe sur les revenus des entreprises, cette dernière sera, à son tour, graduellement abaissée de 30 % à 25 % sur les prochaines années. Plusieurs autres taxes seront harmonisées, notamment l'impôt foncier. Il regroupera désormais les redevances d'utilisation des terres, les tarifs d'occupation et les tarifs de sol en un seul prélèvement. De même les droits de douanes à l'importation et à l'exportation seront également unifiés en un prélèvement unique, entre autres réformes.

Ces annonces interviennent à l'heure où le volet de la fiscalité est une préoccupation première du gouvernement. En effet, les recettes du pays souffrent d'une faible mobilisation fiscale, qui n'atteint que 7,8 % du PIB en 2023 selon la Banque mondiale, couplée à une dépendance encore trop importante des revenus pétroliers. Le taux actuel de TVA est le plus bas d'Afrique, et bien inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (15,8 %), soulignant la nécessité de mise en œuvre de ces réformes.

Le ministre des Finances a soumis au Président Tinubu un rapport sur le salaire minimum dans un contexte de grève généralisée

Le ministre des Finances, Wale Edun, a remis au Président Tinubu le jeudi 6 juin un rapport qui [permet d'estimer le coût de la hausse du salaire minimum](#). Ce rapport intervient à la demande du chef de l'état formulée mardi dernier, le lendemain de la grève généralisée qui a paralysé plusieurs secteurs de l'économie nigériane, avec un délai de 48 heures pour la remise de cette étude. Le rapport n'a pas encore été rendu public, néanmoins une annonce officielle est attendue très prochainement, au moment où les négociations se poursuivent avec les syndicats.

Depuis le lundi 3 juin, une grève générale a touché plusieurs pans clés de l'économie nigériane, notamment la fonction publique, l'électricité, le secteur bancaire ainsi que les aéroports. Ce mouvement fait suite à la revendication d'une hausse du salaire minimum par les principaux syndicats des travailleurs, le Congrès du travail du Nigéria (NLC) et le Congrès des syndicats (TUC), avec un écart considérable entre les propositions successives du gouvernement, qui atteignent 60 000 NGN, et les ambitions syndicales, qui s'élèvent à 494 000 NGN. La situation s'est stabilisée après l'annonce de suspension de la grève pendant cinq jours à compter du mardi 5 juin dans l'espoir de créer une atmosphère plus propice à la négociation. Cela faisait suite à accord préliminaire signé dans la soirée du lundi qui a engagé le gouvernement à dépasser les 60 000 NGN précédemment proposés, sans pour autant indiquer de chiffre précis pour un nouveau salaire minimum.

Le Nigeria rembourse 831 M USD aux compagnies aériennes étrangères

La Banque centrale nigériane a récemment débloqué 831 M USD pour [rembourser 98 % des devises des compagnies aériennes bloquées au Nigéria depuis juin 2023](#). L'Association internationale du transport aérien (IATA) a néanmoins signalé que 19 M USD sont encore bloqués. Le blocage des fonds des compagnies aériennes avait d'ailleurs perturbé le bon fonctionnement du secteur aérien au Nigéria, entraînant notamment la suspension des vols d'Emirates Airlines vers Abuja et Lagos. La compagnie prévoit finalement de reprendre ces vols en octobre 2024. Ce remboursement est essentiel pour stabiliser et améliorer la santé financière de l'industrie aéronautique nigériane et concrétise d'ailleurs la promesse faite en début de mandat par l'administration Tinubu, qui souhaite attirer les compagnies aériennes internationales.

La régularisation de cette situation au Nigéria réduit les fonds bloqués à l'échelle mondiale à environ 1,8 Md USD. Cependant, la situation demeure préoccupante dans certains pays, indique l'IATA,

comme le Pakistan et le Bangladesh, qui doivent encore respectivement 411 M USD et 320 M USD.

L'État de Lagos signe un partenariat pour une valorisation énergétique des déchets

L'entreprise néerlandaise spécialisée dans la valorisation des déchets, Harvest Waste, [a officialisé un partenariat avec le gouvernement de l'État de Lagos pour construire une usine de valorisation énergétique des déchets](#). Cette installation générera entre 60 et 75 MW d'électricité, permettant ainsi à environ 40 000 ménages de Lagos de devenir indépendants du réseau électrique national. Avec une capacité de traitement de 2 250 tonnes de déchets par jour, l'usine détournera ces déchets des sites d'enfouissement, réduisant ainsi leur impact environnemental. Le gouverneur Babajide Sanwo-Olu a souligné que ce partenariat constituait une étape significative vers une meilleure gestion et valorisation des déchets dans l'État de Lagos.

Ghana

Signature d'un financement de 94 M USD pour un quai de réparation navale au port de Takoradi

[Un consortium, comprenant la Banque africaine de développement, a signé un accord pour financer la construction et l'exploitation d'une installation de réparation de navire flottante au port de Takoradi](#). Le projet, à hauteur de 94 M USD, est porté par PMD Assetco Limited (PMD). Les autres membres du consortium sont la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe (TDB) et Petra Pension Schemes.

Ce projet, nommé « Shiprite », a sécurisé un financement total de 137 M USD et comprendra une cale sèche flottante de 13 500 tonnes, 30 000 mètres carrés de terrain récupéré, une jetée de 200 mètres, un atelier moderne, des bureaux et de l'équipement maritime lourd. PMD, une entreprise ghanéenne de réparation navale, bénéficie du statut d'entreprise de service des zones franches avec une concession de 25 ans de l'Autorité portuaire du Ghana et du soutien de partenaires internationaux.

Kanayo Awani, vice-président exécutif d'Afreximbank, a souligné l'importance stratégique du projet pour le commerce intra-africain, tandis que Mike Salawou de la Banque africaine de développement a mis en avant les avantages socio-économiques, notamment la création de plus de 400 emplois.

Les exportations de cacao du Ghana chutent au premier trimestre 2024

[La valeur des exportations de cacao du Ghana, deuxième producteur mondial, a chuté au premier trimestre 2024](#) à 592 M USD selon les données du Service statistique du Ghana (GSS), contre 826 M USD à la même période l'année précédente.

Le Conseil du cacao (Cocobod) a annoncé que la récolte 2023/24 serait d'environ 422 500 à 425 000 tonnes métriques, soit la moitié des prévisions initiales et un minimum depuis 22 ans, en raison de conditions météorologiques extrêmes et des maladies. La prévision pour la mi-récolte de juillet a également été réduite de 150 000 tonnes à 25 000 tonnes.

Au global, malgré un excédent commercial nominal de 11,5 Md GHS (1,35 Md USD) au T1 2024, il y a un manque de croissance réelle une fois les prix ajustés. La valeur réelle des échanges était de 47 Md GHS (3,15 Md USD), contre une valeur nominale de 107,6 Md GHS (7,2 Md USD) une fois ajusté avec les variations de prix.

En effet, les prix des exportations ont augmenté de 20,4 % et ceux des importations de 11,5 % entre le T1 2023 et le T1 2024. Les produits clés comme l'or, le cacao et le carburant ont vu leur prix augmenter. La part du cacao dans les exportations est passée de plus de 20 % à 12,1 %, tandis que l'or a consolidé sa position, représentant désormais 50 % des exportations totales.

Le Vice-Président et candidat présidentiel du New Patriotic Party (NPP), Dr Mahamudu Bawumia, s'est engagé à harmoniser les droits d'importation du Ghana avec ceux du Togo une fois élu président.

[Il a expliqué que la concurrence avec le port de Lomé représente un défi majeur pour le Ghana](#) en raison de tarifs plus bas que celui-ci applique, poussant les importateurs à détourner leur flux de marchandises vers le Togo. Cette initiative vise aussi à réduire la contrebande et le détournement des marchandises importées depuis les ports voisins, privant ainsi le pays de millions de cedis nécessaires à son développement.

De plus, lors d'une rencontre avec des leaders religieux à l'occasion de sa tournée de deux jours dans la région centrale, Dr Bawumia a déclaré que le port de Tema sera entièrement automatisé. Une nouvelle politique de droits d'importation alignera les tarifs de Tema avec ceux de Lomé, éliminant ainsi la raison d'être du trafic de contrebande.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr